

Déclaration de l'ICEM

Votée à la séance de clôture du congrès de Montpellier le vendredi 29 mars 1974

L'an dernier, au congrès d'Aix, nous avons rappelé dans un manifeste la position de notre mouvement sur la place de l'école dans la société (1).

A un moment où des projets gouvernementaux suscitent l'opposition des lycéens et étudiants et de la plupart des enseignants, nous voudrions réaffirmer un certain nombre de principes fondamentaux en opposition radicale avec le projet Fontanet dont nous avons fait une critique détaillée avec les autres mouvements pédagogiques (2).

Contrairement au Premier Ministre qui estime que les jeunes n'ont pas à donner leur point de vue sur l'enseignement qui leur est imposé, nous proclamons le droit des enfants et des adolescents de vivre leur enfance et leur adolescence, sans avoir pour unique souci leur formation de producteurs-consommateurs s'insérant dans un système économique et social sur lequel ils n'auraient pas prise. Nous affirmons leur droit d'agir sur les institutions sans se contenter de les subir et, en conséquence, le devoir pour les adultes, à tous les niveaux, de leur donner les possibilités de prendre en charge leur propre formation. L'éducation a pour but essentiel de leur permettre d'accéder à une véritable autonomie, aussi bien dans la famille, le milieu social qu'à l'école, l'insertion dans le groupe social passant obligatoirement par l'accession aux responsabilités.

Nous estimons que toute réforme partielle est une imposture si elle ne change rien à l'essentiel de la vie des jeunes. Par exemple, l'allègement de quelques heures de cours dans l'horaire des élèves, avec le souci principal d'économiser des professeurs, est une imposture si rien n'est changé aux scandaleuses conditions de vie réelles de la majorité des jeunes, à l'effarant gaspillage de temps et d'énergie du ramassage scolaire, aux mauvaises conditions des repas dans les cantines, aux études-garderies nécessitées par l'absence des parents.

Nous répétons que le constat sur l'inégalité incontestable des chances au sein de l'école ne doit pas faire éluder un phénomène généralisé par delà les clivages sociaux : un dégoût de la forme traditionnelle de l'école qui se traduit tantôt par la passivité, la fuite devant les réalités, tantôt par le refus brutal et la révolte. Le problème posé à l'école d'aujourd'hui n'est pas d'améliorer son fonctionnement mais d'opérer une transformation radicale de ses contenus, de ses structures et de ses méthodes.

Toute réforme doit commencer par donner aux écoles maternelles des moyens d'éducation efficace, notamment par un plan systématique d'abaissement des effectifs.

Nous affirmons la valeur éducative d'un groupe hétérogène d'enfants ou d'adolescents sans ségrégation d'aucune sorte, sous réserve qu'il soit de faible effectif et animé par une équipe d'éducateurs disposant des moyens d'une réelle coopération.

Nous refusons de dissocier le savoir scolaire et l'apprentissage (fût-il professionnel) de l'initiative créatrice du jeune et de la culture de son milieu ; nous dénonçons les graves mesures qui renforcent les clivages entre les différentes disciplines et l'isolement de l'enseignement professionnel.

Nous réaffirmons notre volonté de lutter pour une éducation qui soit épanouissement et prise de responsabilité, contre le dressage, le dogmatisme et l'assujettissement au système socio-économique, et nous assurons de notre solidarité tous ceux qui lutteront dans le même sens.

(1) Voir *Educateur* 15-16 de mai 73.

(2) Voir la déclaration commune publiée dans *L'Educateur* 14 d'avril 74.